

BUDGET 2014

l'austérité amplifiée

Le gouvernement a présenté fin septembre le projet de loi de finance 2014.

Ce projet s'inscrit dans la logique des précédents budgets d'austérité, notamment ceux de 2011 et de 2012. Il prévoit 18 milliards d'euros de restriction, dont 15 devraient provenir de coupes importantes dans les dépenses publiques, auxquelles il faut ajouter les 6,5 milliards dus à la hausse de la TVA, non indiquée dans le projet de loi. Au total, il s'agira donc plus de 24 milliards d'euros de restriction budgétaire avec un transfert financier au bénéfice des entreprises (12 milliards d'euros de baisse d'impôts) et au détriment des ménages (11 milliards d'euros d'augmentation). C'est un budget de régression sociale. C'est pourquoi les groupes parlementaires du Front de gauche, à l'Assemblée et au Sénat, ont décidé de voter contre ce budget.

**FRONT
DE GAUCHE**

Réduire les déficits ?

Le gouvernement justifie sa politique par sa volonté de réduire les déficits publics dans la lignée des politiques européennes qu'il a lui-même approuvées en faisant ratifier à la vache le pacte budgétaire. Son objectif est d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2017. Il s'était engagé devant la Commission européenne à ramener à 3 % du PIB (la richesse produite) le déficit budgétaire en 2013 mais avait dû réviser son objectif une première fois au printemps, puis une seconde fois à l'automne. Fin 2013, le déficit budgétaire devrait atteindre 4,1 % du PIB. La Commission a donné un délai de deux ans au gouvernement pour atteindre les 3 %. Mais en échange de ce « délai », la Commission européenne engage le gouvernement à poursuivre les « réformes structurelles » néolibérales de déréglementation du marché du travail et de remise en cause de la protection sociale.

Cet échec a une explication simple. Alors que la consommation des ménages stagne, que les entreprises préfèrent distribuer des dividendes à leurs actionnaires plutôt que d'investir, les restrictions budgétaires amplifient la contraction de l'activité économique avec notamment une hausse du chômage. Les recettes fiscales et le volume de cotisations sociales diminuent mécaniquement, rendant très difficile une baisse des déficits. Socialement inacceptable, cette politique est économiquement stupide car elle s'avère incapable de répondre aux objectifs qu'elle s'est elle-même fixée, la réduction des déficits.

L'accroissement de la dette est dû essentiellement aux cadeaux fiscaux fait aux ménages les plus riches et aux entreprises, notamment les plus grandes. Le rapport d'information que le député UMP Gilles Carrez a établi en juillet 2010 dans le

cadre du débat d'orientation budgétaire, donne des éléments qui permettent d'évaluer l'impact de « dix années de pertes de recettes non compensées ». En l'absence de ces cadeaux fiscaux, le déficit budgétaire n'aurait été que de 3,3 % en 2009 au lieu de 7,5 %, et la France aurait connu un léger excédent budgétaire en 2006, 2007 et 2008.

L'accroissement de la dette publique vient également du fait que les États sont obligés d'emprunter sur les marchés financiers car les traités européens (Maastricht et Lisbonne) interdisent à Banque centrale européenne (BCE) de financer les États membres. Nous sommes donc dans une situation hallucinante dans laquelle les banques privées se refinancent à un taux dérisoire auprès de la BCE et prêtent aux États à des taux nettement supérieurs, voire carrément usuraires. Les États et l'Union européenne se sont ainsi volontairement sous l'emprise des marchés financiers. La France paie ainsi chaque année environ 50 milliards d'euros d'intérêts (soit l'ordre de grandeur des recettes de l'impôt sur le revenu). Il s'agit bel et bien d'une ponction financière en faveur des rentiers !

Une nouvelle orientation est donc nécessaire : d'abord en finir avec les politiques d'austérité qui ont un effet contraire à celui officiellement recherché ; ensuite mettre en œuvre une réforme fiscale d'ampleur qui permette une redistribution des richesses au bénéfice de la grande masse de la population et qui redonne des marges de manœuvre à la puissance publique ; enfin permettre, comme cela se fait dans d'autres pays – les États-Unis par exemple – que la banque centrale puisse acheter les titres de la dette publique pour sortir celle-ci de l'emprise des marchés financiers.

Un budget contre les classes populaires !

Le gouvernement a fait le choix de ne pas faire apparaître dans la présentation du budget 2014, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) de 20 milliards d'euros dont vont bénéficier progressivement, sans la moindre contrepartie en termes d'investissement et d'emploi, les entreprises. Ce

cadeau, qui s'élèvera à 10 milliards en 2014, sera financé par une hausse globale de la TVA qui devrait rapporter 6,5 milliards d'euros : le taux normal de TVA passera de 19,6 à 20 %, le taux intermédiaire de 7 à 10 %. Or la TVA est un impôt particulièrement injuste, car il touche de manière dis-

proportionnée ceux qui consomment l'essentiel de leur revenu, c'est-à-dire les classes populaires.

De plus, le gouvernement a annoncé que les entreprises ne seraient pas contrôlées quant à l'usage qu'elle feront du CICE et du crédit d'impôt recherche dont le montant a explosé ces dernières années alors que le volume des investissements en recherche et développement a très faiblement progressé : le crédit impôt-recherche (CIR) est passé de 1,5 milliard d'euros en 2008 à 4 milliards en 2009 alors même que le volume des investissements en R&D n'a progressé que de 200 millions d'euros. Le CIR était censé développer la recherche et le CICE l'emploi. Personne ne pourra le vérifier !

Les économies dans le budget de l'État à hauteur de 9 milliards d'euros vont d'abord toucher les dépenses de fonctionnement avec 1,7 milliard d'euros d'économie sur la masse salariale de la Fonction publique : son point d'indice ne sera même pas revalorisé en fonction de l'inflation, le volume des mesures catégorielles baissera ainsi que les effectifs globaux. Les dépenses sociales de l'État seront aussi touchées comme par exemple l'aide personnalisée au logement ou la prime d'apprentissage.

Que devrait faire un gouvernement de gauche ?

Le gouvernement justifie sa politique actuelle par le fait qu'il n'y aurait aucune marge de manœuvre. Il n'y aurait pas d'autre choix que l'austérité. Cette affirmation est une contre-vérité. Les marges de manœuvres existent... à condition de vouloir les trouver. Elles sont de trois sortes.

I. S'attaquer au coût du capital

Les dernières décennies ont vu une transformation fondamentale. Alors que dans la période dite des Trente Glorieuses, les revenus du travail et ceux du capital augmentaient au même rythme, depuis le milieu des années 1980, le capital a capté pour l'essentiel le surplus de richesse produite. Ainsi, simplement dans les douze dernières années, la part des dividendes versés aux actionnaires dans les sociétés non financières (les entreprises) est passée de 5,6 % de la valeur ajoutée

DES MESURES INJUSTES

La majoration de pension pour trois enfants et plus va être fiscalisée, cette mesure correspond à une ponction de 1,2 milliard d'euros en 2014 sur les retraités concernés.

L'exonération fiscale, pour la part payée par l'employeur, accordée aux salariés qui bénéficient d'un contrat collectif dans le cadre d'une complémentaire santé sera supprimée. Environ 13 millions de salariés sont concernés et verront leur impôt grossir.

Le gouvernement n'a pas intégré dans le budget 2014 la compensation intégrale aux entreprises de l'augmentation des cotisations sociales vieillesse (1 milliard d'euros en 2014), ce qui devrait passer soit par une nouvelle hausse de la TVA, de la CSG ou de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Dans tous les cas, la grande majorité de la population en fera les frais.

La protection sociale sera touchée de plein fouet avec 6 milliards d'économies dont près de 3 milliards sur l'assurance-maladie. On peut craindre le pire en matière de remboursement, ou plutôt de déremboursement, des médicaments et de fermeture d'hôpitaux. Enfin la « réforme » des retraites commencera à produire ses effets avec la baisse programmée du pouvoir d'achat des retraités.

(la richesse créée) en 1980 à plus de 9 %, niveau le plus haut depuis la seconde guerre mondiale.

La part des salaires dans la richesse monétaire totale créée (le PIB) a ainsi reculé de 9 points par rapport à 1982 et de plus de 5 points par rapport à la moyenne des « Trente Glorieuses ». L'augmentation concomitante de la part des profits ne s'est pas faite au profit de l'investissement qui stagne. Elle s'est faite au profit des dividendes versés aux actionnaires. Cette rente est une ponction sur l'entreprise et ses salarié-es opérée par les détenteurs de capitaux. C'est à ce coût exorbitant du capital qu'il faut s'attaquer.

Un gouvernement de gauche imposerait donc un nouveau partage de la richesse produite. Récupérer ce qui a été pris au travail permettrait de retrouver une marge de manœuvre financière que l'on peut raisonnablement évaluer à une centaine

de milliards d'euros. Le débat démocratique devrait pouvoir arbitrer quant à son utilisation : augmentation des salaires, financement de la protection sociale, réduction du temps de travail. Une véritable égalité salariale entre les femmes et les hommes et une lutte conséquente contre la précarité et le temps partiel imposé irait dans ce sens.

2. Faire une véritable réforme fiscale

Les deux dernières décennies ont été aussi marquées par une profonde régression en matière fiscale. Les cadeaux fiscaux aux ménages les plus riches et aux entreprises (surtout aux plus grandes) se sont multipliés. Les recettes de l'État ont baissé : elles représentaient 22,5 % du PIB en 1982, et n'étaient plus que de 15,1 % en 2009. Tous les impôts ont été touchés. L'impôt sur le revenu est devenu de moins en moins progressif et le taux réel d'imposition sur les sociétés, le taux implicite, décroît avec la taille des entreprises. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), organisme officiel dépendant de la Cour des comptes, le taux d'imposition moyen des entreprises du CAC 40 est de 8 % alors que le taux théorique d'imposition est de 33,3 %. L'imposition du patrimoine a également reculé. Le système fiscal a été mité par la prolifération de nombreuses niches fiscales. La fraude fiscale s'est installée.

Le CPO a estimé à environ 200 milliards les pertes annuelles de recettes fiscales pour l'État générées par la combinaison des niches et de la fraude fiscales. Certes toutes les niches fiscales ne sont pas néfastes et certaines devront probablement être conservées. Les résultats de la lutte contre la fraude ne seront pas immédiats. Cependant on peut raisonnablement penser qu'une réforme de la fiscalité qui à la fois rétablirait une justice fiscale en rendant l'impôt réellement progressif et en s'attaquant aux niches fiscales et à la fraude pourrait rapporter un minimum de 100 milliards d'euros.

À l'opposé des politiques d'austérité, cela permettrait de développer les services publics, d'investir pour la transition écologique et la satisfaction des besoins sociaux... Bref, la puissance publique retrouverait des marges de manœuvre et pourrait

jouer le rôle qui devrait être le sien, agir pour l'intérêt général.

3. S'émanciper des règles européennes

L'Union européenne repose aujourd'hui sur le verrouillage juridique des traités rédigés et ratifiés par les États, sur la volonté politique des gouvernements et des institutions européennes chargées de les mettre en œuvre. Le droit de la concurrence y fait la loi et le dumping social et fiscal y règne. De plus, les gouvernements européens et les institutions européennes ont fait le choix d'une politique d'austérité généralisée qui paupérise les populations. Toute politique progressiste s'y confrontera inévitablement.

Un gouvernement de gauche devra immanquablement engager un bras de fer avec les autres gouvernements de l'Union et les institutions européennes. Il devra expliquer qu'il est attaché à l'Europe, mais qu'il refuse, au nom de celle-ci, que les populations paient le prix de la crise. Le gouvernement prendrait alors un certain nombre de mesures unilatérales en expliquant qu'elles ont vocation à être étendues à l'échelle européenne. Il s'agit de mesures unilatérales coopératives, en ce sens qu'elles ne sont dirigées contre aucun pays mais contre une logique économique et politique et que, plus le nombre de pays les adoptant est important, plus leur efficacité grandit. C'est donc au nom d'une autre conception de l'Europe qu'un gouvernement de gauche devrait mettre en œuvre des mesures qui rompent avec la construction actuelle de l'Europe.

Ainsi, par exemple, un gouvernement de gauche pourrait enjoindre sa banque centrale de prêter à l'État comme le font d'autres gouvernements. Cela pourrait d'ailleurs se faire indirectement sans même violer formellement les traités européens en utilisant comme intermédiaire un établissement public de crédit comme par exemple en France la Caisse des dépôts (il s'agit d'utiliser les possibilités offertes par l'article 123-2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Bref, il s'agit donc d'affronter l'Europe néolibérale, de s'émanciper des règles européennes actuelles pour refonder une Europe qui soit au service des peuples.